

Sommaire

L'édito P1

Pierre Journoud

Les articles P2

Chine

Malaisie

Birmanie

Le point sur P10

États-Unis / Chine

Les comptes-rendus . . . P12

Conférence

Ouvrage

Impressions de terrain

Brèves et chiffres P15

Les publications P16

Contributeurs

Antoine Bondaz

David Delfolie

Magali Dupetit

Pierre Journoud

Hugo Meijer

Frédéric Puppatti

L'édito

L'édito donne à chaque numéro la parole à un officiel de l'IRSEM ou du MINDEF

Pierre Journoud est chargé d'études à l'Irsem et membre du Centre d'histoire de l'Asie contemporaine (Paris I).

Par une synchronie digne d'une grande conjonction astrale, le « mandat du ciel » a été dévolu, à quelques jours d'intervalle du mois de novembre 2012, aux nouveaux dirigeants des deux plus grandes puissances mondiales : les États-Unis et la Chine. À peine réélu, Barak Obama a saisi l'opportunité du 21^e Sommet de l'Asie de l'Est et du 4^e Sommet Asean-États-Unis, accueillis successivement à Phnom Penh, pour se rendre également en Thaïlande, le plus ancien allié des États-Unis dans la région, puis en Birmanie, de plus en plus courtisée depuis que ses dirigeants ont engagé un processus d'ouverture politique et économique. Une tournée en Asie du Sud-Est à l'aube d'un second mandat ne pouvait mieux illustrer la posture stratégique de « rééquilibrage » en Asie formalisée par l'administration Obama en janvier 2012. Quant au nouveau président chinois Xi Jinping, que *Le Parisien* s'est plu à qualifier de « nouveau maître du monde », il a été officiellement intronisé à l'issue d'un 18^e Congrès dominé par la traditionnelle lutte entre conservateurs et modérés, et une nouvelle crise ouverte avec le Japon à propos de l'archipel Senkaku/Diaoyu. Avant de céder prématurément à son successeur désigné la direction de la puissante commission militaire centrale du Parti – qui fait de son titulaire le chef de l'armée en titre –, le président sortant Hu Jintao a tenu à léguer un testament politique à la mesure des défis

intérieurs auxquels la Chine est confrontée. Comme d'autres avant lui mais avec une vigueur renouvelée, il a présenté la réduction de la corruption comme une condition *sine qua non* du maintien tant recherché de la cohésion sociale et de la stabilité politique en Chine. « Si nous échouons à traiter cette question correctement, a-t-il prévenu en ouverture du Congrès, elle pourra s'avérer fatale pour le Parti, et même provoquer son effondrement et la chute de l'État ». En quête de profondeur stratégique et d'une capacité de projection et de dissuasion navales pour protéger ses intérêts de grande puissance, la stratégie chinoise doit être analysée dans sa dialectique avec des contraintes internes croissantes, au point que le budget de la sécurité intérieure aurait déjà dépassé celui de l'armée.

Entre les États-Unis et la Chine, l'Asie du Sud-Est cherche à exister pour elle-même, s'efforçant de conjurer le risque d'une nouvelle bipolarité. Encore largement déterminées par l'héritage de la guerre froide, les divergences ouvertes entre pays membres de l'Asean reflètent cependant leur difficulté à appréhender collectivement la montée en puissance de la Chine et à modérer l'affirmation plus décomplexée de ses présentations maritimes, tout particulièrement à propos des archipels contestés de la mer de Chine méridionale/mer Orientale.

Dans un souci de contreponds compréhensible mais qui n'est pas exempt de risques, le rapprochement avec les États-Unis y est

accueilli favorablement, même au Vietnam où l'approfondissement du partenariat avec l'ancien adversaire n'est pourtant guère prisé par la frange conservatrice des dirigeants, qui voient dans la contagion politique et sociale du modèle « occidental » la source d'un affaiblissement potentiellement mortel pour le Parti communiste.

Personne n'ayant intérêt à la cristallisation d'un face-à-face sino-américain dans la région, d'autres acteurs importants pourraient jouer un rôle constructif pour atténuer les sources de tensions et d'affrontements dans une région travaillée par de puissants nationalismes. Parmi eux, l'Union européenne peine à exister politiquement, malgré l'importance des liens économiques tissés avec l'Asie orientale et du Sud-Est. Largement occulté dans la presse française, le 9^e Sommet de l'Asem (*Asia-Europe Meeting*) réuni à Vientiane, les 5 et 6 novembre 2012, a pourtant vu les principaux dirigeants de l'Union, ainsi que les chefs d'État et de gouvernement de plusieurs États-membres parmi lesquels se trouvait le Président français, tenter de rassurer leurs partenaires asiatiques sur la solidité de la zone Euro et les perspectives de règlement de la crise, tout en sollicitant leur concours pour en précipiter la sortie.

Dans ce contexte particulier, la France peut-elle encore concevoir et appliquer en Asie une stratégie nationale, en attendant une européisation souhaitable ? Sa diplomatie, particulièrement active si l'on en juge au nombre d'entretiens bilatéraux que François Hollande a eus avec ses homologues asiatiques depuis son arrivée au pouvoir, traduit une volonté d'équilibre, non seulement entre les grandes puissances régionales que sont la Chine, le Japon et l'Inde, mais aussi entre l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est, souvent négligée. Lors du Shangri La Dialogue de juin 2012 à Singapour, le ministre de la Défense a qualifié l'Asie de « zone d'intérêt majeur » et identifié l'Asie du Sud-est

comme « partie intégrante de notre environnement de sécurité ». En octobre, le Premier ministre s'est rendu à Singapour pour y promouvoir les relations économiques et sceller un « partenariat stratégique », puis à Manille dans le cadre de la première visite d'un chef d'État ou de gouvernement français depuis l'indépendance des Philippines, en 1946. Le Président de la République devrait, quant à lui, effectuer une tournée asiatique en 2013, peu avant la célébration des années croisées France-Vietnam (2^e semestre 2013-1^{er} semestre 2014), à l'occasion du quarantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays, à l'échelon des ambassades.

Tandis que l'Asie se fait chaque jour plus présente dans notre diplomatie, comme sur la scène internationale qu'elle contribue à remodeler, jamais il n'a paru autant nécessaire de mieux en comprendre les évolutions internes, les dynamiques régionales et les mutations stratégiques. Par la diversité des problématiques abordées, ce nouveau numéro de la *Lettre Asie* apporte une heureuse contribution à cet indispensable effort de compréhension collectif.

*

Les articles

Les articles de la Lettre Asie visent à porter un éclairage sur les enjeux stratégiques en Asie dans un format court. Ils sont inscrits dans trois rubriques : l'Asie du Nord-est, l'Asie du Sud-est et l'Asie du Sud.

Asie du Nord-est

Regard sur la relation franco-chinoise. Le rôle stratégique des enjeux environnementaux ?

Magalie Dupetit est doctorante au CERI (Sciences Po Paris), rattachée à l'Irsem et allocataire DGA.

Si, depuis les années 1990, la question des droits de l'homme est devenue « *un passage obligé du dialogue intergouvernemental* »¹ entre la France et la Chine, il semble que les années 2000 aient été marquées par la mobilisation d'un nouvel enjeu dans les relations bilatérales : celui de l'environnement. Alors que l'équipe ministérielle de François Hollande prend ses marques et que la RPC change de direction politique, l'environnement deviendra-t-il un enjeu majeur des relations bilatérales ? Une brève analyse des fondements de la coopération environnementale entre Paris et Pékin durant la présidence Sarkozy permet de saisir les motivations françaises d'un tel développement.

Aux origines de la politique franco-chinoise, la reconnaissance de la RPC par le général de Gaulle en 1964 demeure un « *référant* » et produit la perception d'une « *affinité élective* » entre les deux pays de sorte que la réactivation fréquente de ce geste a entraîné des « *normalisations* » dans la relation bilatérale tout au long des années 1990 sans que les crises cycliques ne remettent en cause cette continuité². Le « *partenariat stratégique global* » établi entre Paris et Pékin en 1997 envisage déjà l'environnement comme domaine de coopération et un accord est alors signé entre le Ministère de l'environnement français et l'Agence nationale pour la protection de l'environnement – NEPA (aujourd'hui Ministère de l'Environnement chinois – MEP) sur la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les échanges dans ce secteur restent cependant faibles au cours de la décennie qui suit et ce n'est qu'en novembre 2007, lors de la visite de Nicolas Sarkozy à Pékin, que les enjeux environnementaux sont remis à l'agenda du dialogue bilatéral avec la signature de deux textes : la Déclaration présidentielle conjointe sur la lutte contre le changement climatique et l'Accord de coopération sur le développement urbain durable.

Du côté chinois, l'introduction des problématiques environnementales dans la stratégie extérieure de Pékin est en cohérence avec les nouveaux axes de la politique intérieure définis par le X^e plan quinquennal (2006-2010). Le recours à la thématique de l'environnement par le gouvernement chinois au cours des années 2000 appuie, en partie, la stratégie d'affirmation internationale du pays par les effets symboliques que provoque l'intérêt pour les problématiques environnementales (volonté de travailler l'image de la Chine en fonction de *bonnes* normes mondialement partagées. Par exemple, accent mis sur les thématiques *vertes* lors des JO de Pékin en 2008 ou de l'Exposition universelle de Shanghai en 2010). De plus, l'objectif principal du recours à l'environnement demeure le développement économique national via les transferts de fonds et de technologies, ce qui motive la multiplication d'actions de coopération avec les organisations supranationales et les États étrangers. Loin de ne représenter qu'un intérêt à sens unique, ces transferts fournissent aux partenaires étrangers un accès au marché *vert* chinois et nourrissent les politiques d'exportation de leurs industries.

Du côté français, la mise en avant des questions environnementales lors des rencontres avec les dirigeants chinois répond à plusieurs justifications. La présidence Sarkozy a accordé un fort intérêt à l'écologie tant sur le plan national qu'international. Sur ce plan là, l'ambition est de peser sur les différents processus en cours : les négociations sur le changement climatique, le projet de création d'une organisation mondiale de l'environnement ou encore la préparation d'un Livre blanc sur le climat à l'UE³. La préoccupation pour les enjeux environnementaux illustre l'idée que « *les affaires étrangères ont été mises au service de l'intérêt national avec des objectifs de sécurité intérieure, de débouchés économiques et de rayonnement de la France* »⁴. L'activisme du président en la matière a été conçu pour participer au renforcement de la stature internationale de la France que ce soit dans les sommets internationaux ou dans les relations bilatérales avec l'étranger.

La mise en œuvre de la dimension environnementale de la relation bilatérale s'effectue principalement sur le modèle de l'aide publique au développement. Cette coopération est ainsi gérée par l'AFD qui organise et suit, sous un mandat « Biens Publics Mondiaux », des projets sur le territoire chinois et notamment à Wuhan (province du Hubei), qui est devenue la vitrine de l'action française de développement environnemental en Chine. A partir de prêts concessionnels (du moins jusqu'en 2011), ces coopérations permettent de mettre en avant les compétences techniques françaises et de positionner les PME tout en satisfaisant les partenaires chinois. C'est, par exemple, le cas du projet de réhabilitation thermique dans les bâtiments à Wuhan confié à la société française Térao. Ce projet a bénéficié d'un prêt souverain de l'AFD accordé au Ministère des finances chinois qui l'a ensuite rétrocédé à la municipalité de Wuhan. Parallèlement, l'implantation des grands groupes français se poursuit, et vient également servir la volonté politique du gouvernement en ancrant une expertise nationale pointue dans certains secteurs en Chine. Ainsi, Sino French Water, filiale de Suez environnement, est aujourd'hui présente sur plus d'une quinzaine de municipalités chinoises à travers une trentaine de contrats recouvrant tous les aspects du traitement des eaux. De plus, l'aspect environnemental de la politique chinoise de Paris sous Nicolas Sarkozy est soutenu lors des visites officielles : à titre d'exemple, Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie, fait partie de la délégation présidentielle en 2007 puis, son successeur, Nathalie Kosciusko-Morizet, fait une tournée en Chine en novembre 2011. Enfin, la création, courant 2007, d'un Pôle environnement au sein de l'ambassade française à Pékin souligne une stratégie de rassemblement des acteurs qui vise, officiellement, à induire une action plus unifiée et efficace ainsi qu'une meilleure visibilité de la présence française en Chine dans les secteurs de l'environnement. Ce pôle regroupe, en effet, différents services de l'ambassade (service scientifique, bureau du CNRS, Ubifrance, service économique régional) sous la coordination du SCAC (service de coopération et d'action culturelle) et avec la participation de l'AFD. Il se réunit de manière mensuelle ou bimensuelle et permet l'échange d'informations sur les actions menées comme la définition d'une stratégie commune.

La mise en œuvre de la coopération environnementale par l'AFD avec une approche d'aide au développement, tout en servant une stratégie de positionnement des entreprises sur le marché chinois, permet de renforcer la dimension consensuelle des thématiques *vertes*. Cette dimension s'exprime également au niveau international avec la convergence franco-chinoise sur la promotion du

multilatéralisme pour traiter des enjeux du changement climatique ou du développement durable. Cependant, le refroidissement général de la relation entre 2008 et 2010 à la suite de la visite du Dalai Lama et des événements autour des Jeux Olympiques de Pékin, n'épargne pas cette dimension de la politique bilatérale et la visibilité française sur le marché *vert* chinois reste très en deçà de celle des concurrents européens (Allemagne, Grande-Bretagne) et américains. La thématique environnementale rend possible une stratégie d'optimisation de la relation avec la Chine mais elle ne renouvelle pas totalement, encore, une politique chinoise de la France toujours tournée vers ses fondements gaullistes. De plus, il est intéressant de remarquer que Laurent Fabius, actuel ministre des Affaires étrangères, a évoqué dans son discours à l'Ecole Centrale de Pékin en juillet dernier, les secteurs environnementaux comme des « nouvelles voies » possibles de coopération⁵. La présidence Hollande veut-elle reprendre à son compte cette stratégie de « *verdissement* »⁶ de la politique chinoise de la France ?

1. Fr. Mengin, « La politique chinoise de la France, du mythe de la relation privilégié au syndrome de la normalisation », *Critique internationale*, 2001-07, n°12, p. 91.
2. Ibid., p. 90.
3. Ch. Halpern, « L'écologie est-elle une variable d'ajustement ? L'environnement et le développement durable sous Sarkozy » dans J. Maillard et Y. Surel (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 393.
4. S. Meunier, « La politique étrangère de Nicolas Sarkozy, rupture de fond ou rupture de style ? » dans J. Maillard et Y. Surel (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 147.
5. Allocation du ministre à l'Ecole Centrale de Pékin le 10 juillet 2012, <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/index.php?fichier=bafr2012-07-10.html#Chapitre7>, consulté le 17 oct.-12.
6. « *Processus de sensibilisation à l'environnement ou à l'argument environnemental* » (« greening »). E. Mühlhover, *L'environnement en politique étrangère, raisons et illusions. Une analyse de l'argument environnemental dans les diplomaties électronucléaires françaises et américaines*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 17.

Asie du Sud-est

Malaisie : *Transition, What Else ?*

David Delfolie, docteur en sociologie, est chercheur associé (IDHE / UMR 8533) et chargé d'enseignement (M2 Pro FSESG) à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

La fédération de Malaisie se prépare à des élections nationales à l'issue très incertaine. Le scrutin, qui doit avoir lieu d'ici avril 2013 à la faveur d'une dissolution de convenance, pourrait aboutir à une alternance politique inédite. En effet, la coalition gouvernementale (*Barisan Nasional*) qui dirige le pays depuis son indépendance en 1957, formée autour de l'*UMNO* (parti nationaliste malais), pourrait perdre le pouvoir au profit de l'opposition, de nouveau unie comme lors des élections de 2008 déjà difficiles pour la majorité. Cependant, au-delà de ses conséquences à court terme, et de son résultat qui s'annonce dans tous les cas serré, le scrutin sera déterminant pour l'avenir de la fédération. Ce dernier est corrélé à la question centrale de la réforme du système communautaire, dont la teneur des futures évolutions dépendra largement de qui conduira le pays dans les années à venir.

La société malaisienne est plurielle sur le plan ethnolinguistique. Les cinq catégories généralement utilisées pour décrire sa composition sont elles-mêmes diverses, mais elles permettent de saisir les grands traits de son équation démographique. Les Malais représentent environ 55 % de la population possédant la citoyenneté du pays, tandis que ce chiffre s'établit à 26% pour les Chinois, 8 % pour les Indiens, 10 % pour les groupes aborigènes (surtout présents à Bornéo) et 1 % pour les autres segments. Avant l'indépendance de la fédération, la politique coloniale des Britanniques, à laquelle est imputable la modification profonde des équilibres démographiques locaux, avait abouti à installer les bases d'un système communautaire, dont la forte polarisation ethnique des statuts socioéconomiques et de la répartition des populations sur le territoire étaient des signes symptomatiques. Après 1957, même si chaque composante ethnolinguistique était présente, au travers de partis catégoriels, dans la coalition gouvernementale, cette dernière s'est trouvée dominée par l'*UMNO*, majoritaire au parlement. Principal négociateur autochtone de la constitution de 1957, le parti

nationaliste a imposé le principe d'un ascendant politique des Malais musulmans (monarchie constitutionnelle maintenant les privilèges de l'aristocratie malaise régnante, reconnaissance de l'islam comme unique religion d'Etat, etc.). Néanmoins, des tensions croissantes entre les Malais et les Chinois, sur fond d'inégalités sociales importantes, ont abouti à des heurts interethniques de grande ampleur en 1969. L'explosion de violence contre la population chinoise, alors économiquement dominante, a eu des effets structurels conséquents. Elle a notamment écarté pour longtemps le dessein de voir émerger à moyen terme une « *Malaysian Malaysia* » au profit du renforcement d'une « *Malay Malaysia* ». Outre diverses mesures sécuritaires pour empêcher l'expression de la contestation de l'ordre établi, un nouveau compromis institutionnel a été acté par les principaux dirigeants de la fédération afin de préserver son unité. En échange de la protection de certains droits fondamentaux pour les minorités, dont la liberté religieuse et d'entreprise, l'hégémonie des Malais dans la gestion des affaires publiques a été confortée (question linguistique, mouvement d'institutionnalisation de l'islam, etc.). Par ailleurs, une politique de planification économique très profitable à ces derniers (quotas réservés, avantages divers, intervention financière massive dans des agences de développements sectoriels, etc.) a été mise en place pour accélérer le développement du pays, réduire les écarts de richesse et lutter contre la distribution inégalitaire des fonctions socioéconomiques. Au final, ce compromis a consacré légalement, et ancré durablement dans les pratiques, un système sociopolitique de type communautaire favorable à la majorité malaise musulmane.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, nombreux sont ceux qui s'accordent sur le constat que la Malaisie est entrée dans une période cruciale de transition, indépendamment du point de vue critique qu'ils adoptent pour son évaluation et sa caractérisation¹. A mesure que son développement économique se poursuit, des signes de tensions entre tradition(s) et modernité(s) sont davantage perceptibles dans l'ensemble de la société. L'augmentation des maux liés à l'affaiblissement des modes de régulation sociale anciens (petite délinquance,

consommation de stupéfiants, crimes, etc.) en est une illustration préoccupante. Néanmoins, en sus d'autres questions importantes comme la mutation du rapport à l'immigration ou aux enjeux environnementaux, le principal défi auquel est dorénavant confrontée la fédération relève de la nécessaire refonte de son compromis institutionnel de 1969. C'est de sa réforme dont dépend pour une large part la gestion d'autres thématiques sociopolitiques ouvertes au changement (réforme de l'Etat, évolution du modèle économique, progrès démocratiques). Le pays est donc dans une phase historique transitoire soumise aux aléas de la reconfiguration amorcée du socle de son unité interne hérité pour beaucoup de la période coloniale.

Même si elles furent moins saisissantes avant l'arrivée au pouvoir de l'ancien Premier ministre Mahathir Mohamad (1981-2003), l'exaltation de la fierté nationale, la propension à la distinction et la recherche de crédit extérieur sont des constantes de la Malaisie depuis son indépendance. Ainsi, en 2010, la décision très polémique de l'actuel Premier ministre Najib Razak de lancer la construction d'un nouvel ouvrage d'envergure (*Warisan Merdeka*), présenté comme la future plus spectaculaire tour du monde, s'inscrit-elle dans la continuité de ce qui est historiquement un des marqueurs de l'action des dirigeants malais quant à leur appréhension de l'image que la fédération doit réfléchir d'elle-même en termes de prétentions. L'argument qu'il a utilisé publiquement pour justifier cette réalisation, dont le coût global estimé à plus d'un milliard d'euros avec les aménagements attenants se trouve réparti entre l'Etat et des partenaires privés, est d'ailleurs sans aucune ambivalence par rapport à l'objectif visé : « *This project is not a waste, we want to have a building that will reflect Malaysia as a modern and developed nation* ». Cependant, le volontarisme patriotique des cadres de l'UMNO comporte une troublante ambivalence. En effet, il s'adresse prioritairement à leur audience malaise pour flatter à dessein sa fibre nationaliste, accentuant par contraste le sentiment de marginalisation politique des non-Malais, dont l'attachement à leur pays ne s'incarne pas dans les représentations symboliques véhiculées par ses structures étatiques. Certes, quelques avancées ont été effectuées durant la dernière décennie afin de réduire la fracture communautaire, parallèlement à des progrès mesurés sur le terrain des libertés publiques ou celui de la lutte contre la corruption. Toutefois, leurs résultats sont restés trop timides pour amorcer une quelconque inversion significative de réflexes intériorisés de longue date. La politique discriminatoire en faveur des Malais et des populations aborigènes de Bornéo dans l'enseignement

supérieur public a par exemple été largement démantelée depuis 2001. Néanmoins, sur la période 2000-2005, environ 80 % des aides à l'expatriation scolaire et 70 % des bourses d'études domestiques relevant de fonds publics ont été attribuées à des Malais, qui restent toujours surreprésentés dans les universités d'État. Ainsi, non seulement la nature « *repressive-responsive* »² du régime malaisien est demeurée largement inchangée, mais de nombreux événements, révélateurs de profondes crispations, ont contribué à figer les positions en présence et à rendre complexe les latitudes d'action du gouvernement – en proie à des tensions dans sa majorité autour de cette question hautement sensible – pour répondre aux aspirations quant à l'évolution du *statu quo* communautaire.

Cependant, le demi-revers électoral historique du *Barisan Nasional* en 2008, face à l'opposition unie autour du parti multiethnique d'Anwar Ibrahim (*Parti Keadilan Rakyat*), a quelque peu constitué un tournant. En dépit d'un contexte difficile pour le gouvernement de l'ancien Premier ministre Abdullah Badawi (2003-2009), affaibli par une série d'épisodes aux effets dévastateurs en termes de crédit, il a témoigné plus profondément d'une montée d'aspirations diverses au changement (alternance politique, réformes sociales, évolutions de pratiques institutionnelles, etc.). Par ailleurs, il a souligné une perte importante du soutien des non-Malais à la majorité, malgré l'hétérogénéité des revendications portées par ses opposants qui n'a d'ailleurs pas tardé à montrer ses limites. Dès lors, il a marqué un timide début d'évolution politique, dont les effets sont encore difficilement évaluables. Il a surtout accéléré l'amorce d'un processus jugé désormais inéluctable.

Depuis 1990, le gouvernement s'appuyait sur des arguments contestés pour justifier le prolongement, dans des versions amendées, des dispositifs discriminatoires de la politique de planification économique mise en place en 1970 sous le nom de *New Economic Policy* (*National Development Policy* [1990-2000] ; *National Vision Policy* depuis 2000). L'UMNO arguait que son principal objectif, la détention par les Malais et les *Natives* de Bornéo d'au moins 30 % de la capitalisation économique domestique, n'était pas encore atteint. Pourtant, le mode de calcul retenu par les autorités ne prend pas en compte les entreprises publiques, sous contrôle d'intérêts malais, ni les sociétés écrans (*nominees*) dont les dirigeants sont souvent des Malais servant contre une rente de prête-noms à des actionnaires, principalement sino-malaisiens, pour permettre à leur société de bénéficier des avantages, fiscaux et autres, leur étant octroyés (*Ali Baba business*).

Or, face à la crainte de perdre le pouvoir lors des prochaines échéances électorales en continuant à défendre un système institutionnel parvenu à ses limites, socialement et politiquement, le gouvernement fut contraint d'entamer un mouvement de réformes diverses, dont l'ambitieux programme d'action publique transversal *First Malaysia* lancé en 2009 par Najib Razak est le symbole. Son objectif vise à une réforme de l'Etat et une amélioration de la justice sociale à travers le prisme d'une meilleure intégration interethnique. Néanmoins, au-delà de ses développements communicationnels, ses premiers résultats concrets se montrent encore timides, notamment parce que ses enjeux demeurent subordonnés à la conciliation d'impératifs politiquement contradictoires pour l'UMNO. La fondation dédiée au programme *First Malaysia*, présidée par l'universitaire et militant des droits de l'Homme Chandra Muzaffar, a par exemple proposé de supprimer les références à la religion des usagers dans les formulaires administratifs, ce qui a immédiatement suscité une levée de boucliers, dans les rangs de l'UMNO mais aussi au-delà. La discrimination religieuse de l'appartenance ethnique est une donnée centrale de la société malaisienne, en dépit des ambivalences qu'elle engendre. Ainsi, l'islam n'est pas que le culte associé spontanément aux Malais, et qui les distingue couramment des autres composantes nationales sur le plan socioculturel, il est un des fondements de leur identité collective. Conséquence d'un processus ancien de construction sociale, la foi musulmane s'est trouvée investie d'une dimension politique opératoire, celle de matrice privilégiée d'expression du nationalisme malais dans l'affirmation de ses intérêts communautaires. La proposition de la fondation *First Malaysia* de neutraliser la mention de l'appartenance religieuse des citoyens dans leurs rapports avec l'Etat, et par extension dans le champ public, a donc été interprétée par une partie des Malais comme une initiative lourde de symboles visant à affaiblir leur position de *primus inter pares* dans la fédération.

À l'image de son action à l'endroit de l'islam, le gouvernement dominé par l'UMNO a peu de marges pour parvenir à réaliser la nécessaire réforme d'un système dont il retire des bénéfices financiers et qui constitue le socle politique sur lequel il a construit son audience électorale. La réponse qu'il a trouvée à ce jour consiste à tenter de ménager toutes les sensibilités et aspirations. Tout en œuvrant avec ses partenaires chinois et indiens de la majorité pour regagner un soutien électoral conséquent parmi les non-Malais, l'UMNO, par l'intermédiaire des médias sous son contrôle, notamment le quotidien *Utusan Malaysia*, fait par exemple en sorte de donner sélectivement un écho à l'expression de positions

nationalistes malaises extrêmes afin de les instrumentaliser à son avantage sur le plan politique. Cet exercice d'équilibriste périlleux peut d'ailleurs se résumer dans la répartition des rôles qui s'est dessinée à l'intérieur du couple exécutif. En 2010, tandis que Najib Razak ventait le concept évocateur de « *semua kasi taruh* » (par extension, chacun apporte sa pierre à l'édifice, sous-entendu national), le vice-Premier ministre Muhyiddin Yassin déclarait aux médias qu'il se sentait d'abord *Malay* avant d'être *Malaysian*. Toutefois, cette nouvelle illustration du dilemme entre « loyauté » et « conscience » – incarné par la fable de Hang Jebat / Hang Tuah, les deux héros tutélaires de la mythologie malaise³ – qui marque l'histoire du pouvoir malais, ne présage pas d'un processus aisé pour parvenir à l'avènement d'une « communauté de citoyens »⁴ aux références identitaires partagées transcendant les allégeances particulières. De son côté, l'opposition, favorisée par un large mouvement sociétal en faveur de réformes sociopolitiques importantes, et surtout une exaspération populaire profonde à l'endroit des pratiques oligarchiques du pouvoir en place, promet de mettre fin au système communautaire discriminatoire si elle emporte les prochaines élections. Cependant, outre les risques d'une réaction potentiellement dangereuse pour la stabilité du pays d'une partie de la majorité malaise qui n'entend pas accepter une remise en cause de ses avantages, le flou demeure s'agissant des contours du nouveau compromis d'Etat qui serait institué. Des scénarios diamétralement opposés étant soutenus par les différentes composantes de la coalition, la question du choix d'une option est pour l'instant reportée à des négociations ultérieures en cas de victoire. Le statut de la langue malaise, la place de l'islam ou encore l'avenir des écoles chinoises et indiennes conventionnées sont autant de points de clivages conflictuels qui demeurent non tranchés.

Indépendamment de son résultat, le scrutin à venir ouvre donc à plus d'un titre une période très incertaine, et pourtant déterminante, pour la Malaisie, aujourd'hui au seuil de l'ultime étape de sa transition postcoloniale.

1. Par exemple, Vidhu Verma, *Malaysia, State and Civil Society in Transition*, Boulder, Lynne Rinner Publishers, 2002 ; Abdul Razak Baginda, *Malaysia in Transition: Politics and Society*, London, Asean Academic Press, 2003 ; Karim Raslan, *Ceritalah: Malaysia in Transition*, Kuala Lumpur, Times Editions-Marshall Cavendish, 2004 (1996) ; Edmund Terence Gomez, « Introduction. Politics, Business and Ethnicity in Malaysia: A State in Transition ? », in Edmund Terence Gomez (ed.), *The State of Malaysia: Ethnicity, Equity and Reform*, London, RoutledgeCurzon, 2004 ; Kee

Beng Ooi, *Lost in Transition: Malaysia under Abdullah*, Petaling Jaya, Strategic Information and Research Development Centre, Singapore, ISEAS, 2008.

2. Harold Crouch, *Government and Society in Malaysia*, Ithaca, London, Cornell University Press, 1996, p. 7.

3. « *Their names have come down through history as the two pre-eminent heroes of Malay legend - but for diametrically opposed reasons. Jebat was the man of conscience; Tuah the paragon of loyalty. Both were men of*

equal honour, equal valour. And both were rebels, in their way. Jebat rebelled against his conscience; Tuah rebelled against his conscience itself »; Rehman Rashid, *A Malaysian Journey*, Petaling Jaya, Rehman Rashid, 1993, p. 209.

4. Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 1994.

Retour en grâce d'Aung San Suu Kyi et transition politique birmane : consécration et/ou illusion ?

Frédéric Puppatti est doctorant en science politique à l'Université de Lille 2 (CERAPS). Il est allocataire de l'IRSEM et responsable de la tribune Asie au sein de la revue Perspectives Internationales (revue électronique des doctorants de l'IEP de Paris).

Le vent du renouveau souffle sur la Birmanie, et la transition politique tant espérée, aussi bien par le peuple birman que par le reste de la communauté internationale, s'opère progressivement depuis mars 2011. Deux principaux facteurs ont accéléré cette ouverture démocratique encore balbutiante. : la remise en liberté de l'emblématique Daw Aung San Suu Kyi le 13 novembre 2011 et la tenue du scrutin législatif partiel le 1^{er} avril 2012 dans une quarantaine de circonscriptions qui a vu le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), remporter 43 des 44 sièges à pourvoir.

Même si cette ouverture est unanimement saluée par l'ensemble de la communauté internationale, il nous incombe de rester prudent et de ne pas tirer de conclusions hâtives, puisqu'un retour en arrière reste toujours possible principalement en raison de l'ampleur de la tâche à accomplir en vue de remettre le pays sur la marche du progrès économique. Cette « *accélération de l'histoire* » ne change en rien les ambitions initiales d'une génération de militaires en habits civils, nouvellement propulsée au sommet de l'État par leurs prédécesseurs, même si elle cherche à se donner des allures plus démocratiques et plus respectables.

En réhabilitant à travers Aung San Suu Kyi une « icône » démocratique et charismatique dans la perspective des prochaines échéances électorales de 2015, la nouvelle équipe dirigeante tente d'envoyer un message fort à ses

détracteurs, même si elle reste plus que jamais présente à la tête du pouvoir : c'est une junte qui se cherche une voie de reconversion (pour ne pas parler de second souffle), et qui ne manquera pas de suivre à la lettre sa « *feuille de route vers une démocratie disciplinée* », même si cela devra nécessairement passer par une collaboration avec la LND. La reconstruction du pays prendra du temps en raison du nombre important de réformes socio-économiques à entreprendre depuis les événements de 2007, sans compter la mainmise toujours considérable de l'armée sur le budget de l'Etat.

Si les élections de novembre 2010 avaient donné le départ d'une lente et progressive transition au sein du système politique birman (les partis représentés s'étant en quelque sorte affirmés en dehors de la sphère d'influence de la LND), ce n'est véritablement qu'à l'occasion des élections législatives partielles (les premières élections libres et bénéficiant d'une couverture médiatique large et plurielle) organisées le 1^{er} avril dernier qui marquent le retour en grâce d'Aung San Suu Kyi et des idéaux démocratiques. La LND dispose à présent d'un réel petit groupe d'opposition (43 députés sur 440 sièges à la chambre basse du Parlement) qui a su s'extraire de l'oppression exercée par la junte pendant des années.

Même si ce résultat est synonyme de triomphe pour les partisans d'Aung San Suu Kyi, il demeure que la LND doit instaurer une marche à suivre cohérente en vue de rétablir un équilibre ethnique longtemps malmené : la stabilité du pays a toujours reposé sur le difficile dialogue entre élites militaires d'un côté, et les différentes formes d'oppositions ethniques de l'autre. Ces dernières souhaitent avant toute chose une résolution rapide des conflits que traduit encore, par exemple, les tensions

toujours latentes dans l'État Rakhine au nord ouest du pays ; suivie ensuite d'une ouverture démocratique profitable à toute la société birmane). ... Les factions rebelles reprochent effectivement à Aung San Suu Kyi de rechercher d'abord la démocratisation du pays (et la libéralisation économique grâce aux IDE) pour ne songer qu'après coup à la restauration d'un dialogue constructif et serein entre les groupes ethniques et la nouvelle équipe dirigeante.

Si Aung San Suu Kyi jouit d'un prestige international indiscutable dans le combat qu'elle mène pour l'avènement de la démocratie et des droits fondamentaux en Birmanie (en rejetant la dureté et la rigidité des modèles autoritaires existant dans le reste de l'Asie en général), elle doit, d'une part se montrer plus réactive face à un gouvernement hétérogène, et surtout relativiser certains aspects de ce que furent ses traditionnels chevaux de batailles, d'autre part : toutes les initiatives propices à la restauration de l'unité nationale devront permettre à l'actuel président Thein Sein de favoriser le rapprochement avec l'ancienne opposante .

Nous avons cependant assisté, en août dernier, à un remaniement ministériel qui devrait, malgré tout, permettre à Thein Sein de pouvoir continuer de bénéficier d'un soutien fidèle à ses côtés (la perspective des élections de 2015 viendrait, en quelque sorte, justifier le retour de bâton et la main mise des anciens caciques du régime sur le pouvoir). En outre, Thein Sein a indiqué qu'il ne s'opposerait en aucune manière à passer le flambeau à Aung San Suu Kyi si la LND venait à remporter le scrutin de 2015. Ces propos doivent cependant se vérifier à la condition *sine qua non* de l'adoption d'une nouvelle Constitution adoptée à l'unanimité par les parlementaires fraîchement élus et les anciens militaires.

C'est bien grâce à Aung San Suu Kyi – et ce qu'elle symbolise à travers son courage et son déterminisme – que s'opère la réintégration birmane au sein de la communauté internationale : la levée de l'ensemble des sanctions économiques imposées par l'Occident, couplée avec les investissements économiques de partenaires non -asiatiques, doivent parachever le processus de réconciliation nationale.

Pour ce qui concerne l'image véhiculée par Aung San Suu Kyi au sein de la population birmane, il s'agit surtout de la renaissance d'un symbole d'espoir et de changements sur la scène politique birmane après tant d'années de combat depuis sa résidence surveillée de Rangoon : sa tournée européenne entamée à la mi-juin 2012 est riche en

symboles, et ses étapes successives à Oslo (pour recevoir le Prix Nobel de la Paix qui lui avait été décerné en 1991) ; au Royaume-Uni (clin d'œil à ses années d'études passées respectivement à Oxford puis à Londres), et enfin à Paris (où elle avait débuté l'apprentissage de la langue française durant ses années de résidence surveillée) ont renforcé son prestige . Cette tournée s'est achevée aux Etats-Unis en septembre 2012, où Thein Sein et Aung San Suu Kyi ont mis en avant les progrès réalisés et ont appelé à une levée des dernières sanctions pénalisant lourdement l'économie birmane.

Force est de constater que la Birmanie semble plus que jamais déterminée à redorer son image de « pays paria » (telle est l'image qui ressort le plus souvent de la plupart de nos grilles de lectures occidentales), et le couple Aung San Suu Kyi-Thein Sein devra se montrer capable de forger un renouveau politique stable et durable. Le Département de l'enregistrement et de surveillance de la Presse (PSRD) rattaché au puissant ministère de l'information a par ailleurs décrété, le 20 août dernier, l'abolition de la censure qui pesait sur les médias locaux. Désormais, il sera possible pour les groupes de presse et autres supports d'informations birmans de publier leur contenu sans transiter par l'approbation officielle du pouvoir. Cette mesure fait évidemment écho aux libérations de centaines de journalistes et autres prisonniers politiques locaux effectuées ces derniers mois.

Même si pour l'heure nous n'en voyons que les prémices, un tel « élan démocratique » ne peut qu'être encouragé de la part de ses voisins d'Asie du Sud-Est : le mandat birman à la présidence de l'ASEAN, dès 2014, se révélera être le meilleur cas d'application pour le pays en vue de réaffirmer son image aux yeux de la région et bien entendu du monde .

Comme en témoigne la récente escale du 19 novembre 2012 à Rangoon du président Américain Barack Obama en route vers le 21^e Congrès de l'ASEAN, les ennemis d'hier saluent les progrès réalisés de ces derniers mois, et le président Obama ne ferme pas complètement la porte à une reprise de l'aide américaine, qui se chiffrerait aux alentours de 170 millions de dollars, et faciliterait ainsi l'accès aux investisseurs asiatiques et étrangers. Washington sera particulièrement attentif à la façon dont la Birmanie va gérer son mandat à la tête de l'ASEAN et organiser son premier véritable scrutin présidentiel en 2015.

2. La décision prise lors du 19^e sommet de l'ASEAN à Bali en novembre 2011 d'offrir à la Birmanie le droit de présider à la tête de l'organisation en 2014, ainsi que l'organisation des jeux d'Asie du Sud-Est l'année précédente.
3. Malgré l'observation de certaines irrégularités durant le processus électoral telles des intimidations à l'encontre de certains candidats de la LND ; le bourrage des urnes dans certaines provinces...
4. L'Union Européenne avait appelé, dès le 23 avril, à la levée progressive de l'ensemble des sanctions économiques imposées depuis 1996 lors du précédent régime politique.
5. RUSH Elizabeth, « Accélération de l'histoire en Birmanie », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012, p. 18-19.
6. EGRETEAU Renaud, « Junte birmane cherche habits civils », *Le Monde diplomatique*, décembre 2010, p. 12.
7. *Ibid.*
8. À l'origine de ce mouvement, les manifestants protestaient contre la flambée du prix du carburant et des transports en commun de Rangoon. Ce n'est qu'à partir de début septembre que l'ampleur de la contestation a atteint son paroxysme lorsque des moines bouddhistes ont été violemment réprimés par des miliciens de la junte,

d'où une indignation générale de l'ensemble de la société birmane.

9. MAUNG THAWNGHMUNG Ardeth, « Responding to strategies and programmes of Myanmar's military regime : an economic viewpoint », *Southeast Asian Affairs* [en ligne], vol. ?, 2008, disponible sur http://muse.jhu.edu/journals/southeast_asian_affairs/toc/saa.2008.html
10. CAMROUX David, « Aung San Suu Kyi et l'automne birman », CERI, juin 2012, disponible sur http://www.ceri-sciencespo.com/archive/2012/juin/art_dc.pdf
11. EGRETEAU Renaud, *Histoire de la Birmanie contemporaine, au pays des prétoirs*, Fayard, Paris, 2010, 351 p.
12. FTEKHARUHL Bashar, « Suu Kyi's New Role : Challenging Tasks Ahead », RSIS Commentaries, n°121, july 2012, disponible sur <http://www.rsis.edu.sg/publications/Perspective/RSIS1212012.pdf>
13. HTUN Yadana, « Burmese President Announces Cabinet Reshuffle », *The Irrawaddy* [en ligne], August 28 2012, disponible sur <http://www.irrawaddy.org/archives/12633>
14. CAMROUX David, *op. cit.*

Asie du Sud

Un article du prochain numéro de la Lettre reviendra sur une question d'actualité relative à cette région.

Le point sur...

La politique américaine de contrôle des exportations de technologies à double usage vers la République populaire de Chine.

Hugo Meijer est doctorant en relations internationales à Sciences Po Paris rattaché au CERI et à l'IRSEM. Sous la direction du Professeur Bertrand Badie, sa thèse porte sur la politique américaine de contrôle des exportations vers la Chine depuis 1979.

D'après un entretien pour SinoPolis, 7 juin 2012, <http://sinopolis.hypotheses.org/343>

Définition et enjeux :

Les technologies à double usage sont des technologies

susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire. Un exemple classique est celui des ordinateurs à haute performance ou super-ordinateurs qui peuvent être utilisés pour des applications civiles comme les prévisions météorologiques, mais aussi dans les domaines militaires et du renseignement, par exemple pour le guidage de missiles balistiques, la simulation d'explosion nucléaire ou encore la cryptographie.

Sur la question du contrôle des exportations américaines vers la Chine, l'enjeu principal est l'arbitrage qui doit se faire constamment entre les intérêts économiques et les implications militaires de transferts de technologies sensibles que la poursuite même de ces intérêts économiques risque d'engendrer. Dans la relation sino-américaine, alors qu'une relation d'interdépendance économique s'est développée à partir de 1979, la Chine est aujourd'hui perçue par les Etats-Unis comme leur plus probable *near peer competitor* militaire. La relation sino-américaine est par conséquent caractérisée par un mélange d'intérêts économiques mutuels et de compétition dans le domaine militaire. La politique de contrôle des exportations de technologies à double usage est intéressante à explorer car elle se situe à la frontière de ces deux enjeux.

Evolution des capacités de contrôle des transferts technologiques :

Après la Guerre froide, les éléments qui permettaient un contrôle efficace des exportations ont été remis en cause¹. Le cadre multilatéral a été affaibli par le démantèlement du COCOM consécutif aux pressions des Européens (notamment la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne) et son remplacement par une institution plus faible (car elle ne prévoit pas de droit de véto), le *Wassenaar Arrangement*. De plus, la commercialisation de la base industrielle du Pentagone et la diffusion technologique à l'échelon mondial ont aussi contribué à affaiblir la capacité des États-Unis à contrôler les exportations de technologies sensibles vers la Chine. Jusqu'aux années 1980 les technologies de pointe ayant des applications militaires étaient développées par le secteur militaire avec des financements du gouvernement et trouvaient ensuite des applications civiles, c'est le cas par exemple d'Internet ou du GPS. À partir de la fin des années 1980, les dépenses de recherche et développement (R&D) du secteur commercial (civil) ont progressivement dépassé celles du gouvernement américain. Ces technologies étant développées dans le secteur commercial, et celui-ci étant mondialisé, il a y eu une prolifération des sources alternatives d'approvisionnement pour les technologies à double usage. Il est donc devenu plus facile pour des pays ciblés par les contrôles américains à l'exportation

d'importer ces technologies. Autre facteur important, c'est l'interdépendance économique dans la relation Chine/États-Unis qui a entraîné un lobbying de l'industrie des hautes technologies auprès du gouvernement américain pour qu'il libéralise les contrôles aux exportations. Le dernier facteur, plus récent, est le développement des capacités autonomes chinoises dans le domaine des hautes technologies.

Perceptions américaines de la montée en puissance chinoise :

L'une des principales préoccupations des décideurs américains en matière de technologies à double usage, ce sont les technologies qui permettent à la Chine de développer ses capacités de C⁴ISR (*Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*) et de guerre en réseau. Par ailleurs, la Chine elle-même est dans une phase de transition vers une commercialisation croissante de sa base industrielle et technologique de défense, dont un des objectifs est de bénéficier des taux d'innovations élevés du secteur civil afin de développer des hautes technologies ayant des applications militaires et de réduire l'écart technologique avec les États-Unis et les Européens. Dans ce contexte, les technologies de l'information et de la communication ont un rôle important dans le processus de modernisation de l'armée chinoise. Le développement de ce que l'on a appelé le « triangle digital » est un problème considérable en matière de contrôles des exportations. Ce triangle digital est composé de l'industrie chinoise des technologies de l'information (Huawei, Zhongxing et Julong), la bureaucratie chargée de la recherche et développement et l'Armée populaire de libération. Ces trois pôles entretiennent des liens étroits et il est extrêmement difficile de savoir, lorsque l'on vend une technologie à la Chine, dans quelle mesure ce que l'on appelle le *end user* est lié à l'armée. Et c'est une préoccupation majeure pour les décideurs américains, d'ailleurs citée explicitement dans le dernier rapport du Pentagone sur l'armée chinoise.

Modernisation de l'armée chinoise :

Dans une certaine mesure, la réduction de la capacité des États-Unis à contrôler la diffusion de technologies sensibles vers la Chine a eu un impact sur la modernisation de l'armée chinoise, comme le montre l'exemple des technologies qui contribuent au C⁴ISR, moyens de télécommunications, super-ordinateurs. La difficulté croissante des États-Unis à contrôler la diffusion de ces technologies a donc facilité la modernisation de l'armée chinoise en matière de C⁴ISR. Mais il reste cependant des limites considérables, la Chine rencontre encore de nombreuses difficultés d'absorption des hautes technologies étrangères. En outre, les technologies à

double usage ne constituent que l'une des sources de la modernisation militaire chinoise avec les importations d'armes conventionnelles, la recherche et développement autonomes et l'espionnage industriel et militaire. Et les forces militaires conventionnelles (et nucléaires) chinoises souffrent d'un retard important face à leurs équivalents américains. Plusieurs membres de l'administration américaine ont affirmé qu'il existe une politique officieuse visant à maintenir un écart d'une ou deux générations technologiques entre les Etats-Unis et la Chine. Cette ambition est néanmoins de plus en plus difficile à atteindre.

1. Ces éléments étaient : le droit de veto au sein de l'institution multilatérale en charge du contrôle des

exportations (le *Coordinating Committee for Multilateral Export Controls*, ou COCOM) ; la perception commune de la menace entre Européens et Américains ; l'objectif commun de retarder la progression qualitative des capacités militaires de l'URSS ; l'oligopole technologique de l'Ouest.

Les comptes-rendus

Comptes rendus de conférences, séminaires de travail, livres ou collections littéraires sont rassemblés afin de souligner le dynamisme de la recherche sur l'Asie et d'en présenter l'actualité.

Conférence - La stabilité dans la péninsule coréenne après la mort de Kim Jong-il.

Antoine Bondaz est doctorant à l'IEP de Paris/CERI. Il est boursier DGA et IHEDN. Il est chargé de projet à Asia Centre.

Le 25 mai 2012, une conférence internationale en anglais intitulé « Les dynamiques de sécurité et le processus de succession dans la péninsule coréenne : les enjeux pour l'Union Européenne et son rôle potentiel » a été organisée par Asia Centre. Cet événement a été financé par la Commission Européenne et réalisé en partenariat avec l'institut euro-coréen de l'Université Libre de Bruxelles, le German Institute of Global and Area Studies (GIGA), l'Université de Duisburg-Essen, Business Europe ainsi que deux des trois plus prestigieuses universités sud-coréennes Korea University et Yonsei University. Trois sessions ainsi qu'une table ronde ont ponctué les débats : Que savons-nous de la transition nord-coréenne et de ses déterminants ? Quel futur pour les politiques de contre-prolifération dans la péninsule ? Quel rôle pour la communauté internationale, l'Union Européenne ainsi

que les acteurs globaux et régionaux ?

Parmi les invités, les experts européens des questions coréennes ou est-asiatiques comme Aidan FOSTER-CARTER (Université de Leeds), François GODEMENT (Sciences Po/Asia Centre), James HOARE (ancien ambassadeur du Royaume Uni à Pyongyang), Joachim KRAUSE (Université de Kiel), Hazel SMITH (Université de Cranfield) et Bruno TERTRAIS (FRS) mais aussi des experts sud-coréens renommés comme Byungki KIM (Korea University), Haksoon PAIK (Sejong Institute) et Sunghoon PARK (Korea University). Des officiels européens comme Gerhard SABATHIL (directeur Asia-Pacifique, EEAS) et Jörn ROHDE (directeur Asie du Nord-est, Bundesminister des Auswärtigen) et coréen comme Jaichul CHOI (ambassadeur de Corée du Sud) complétaient ce panel.

Les points de vue ont quelque peu divergé sur les questions de leadership au sein du nouveau pouvoir nord-coréen. Si tous ont reconnu que Kim Jong-eun est devenu

le leader incontesté dans un système dit de *suryong* à la suite d'un processus de succession amorcé dès 2010 et accéléré brutalement par la mort de Kim Jong Il le 17 décembre 2011, l'équilibre des pouvoirs entre le Parti et l'Armée continue de faire débat. Le nouveau style plus ouvert de Kim Jong-eun ne devrait quant à lui pas mettre en doute la nature du régime qui demeure inchangé et fondé sur le principe du *Juche* (autonomie) et du *Songun* (priorité à l'Armée).

Sur la question nucléaire, tous les participants ont reconnu l'échec flagrant des diverses politiques (*containment* ou *engagement*) afin d'empêcher la Corée du Nord de se doter de l'arme atomique. De plus, la Guerre de Corée commencée le 25 juin 1950 n'est toujours pas achevée du fait de la signature d'un armistice en 1953 et non d'un traité de paix. L'état de guerre se renforce même avec l'accroissement du déséquilibre des forces au sein de la péninsule coréenne du fait de l'essor économique sud-coréen depuis les années 1970. Les provocations nord-coréennes perdurent, perdureront et les intervenants attendaient le résultat des élections présidentielles de décembre 2012 afin de pouvoir analyser la nouvelle politique nord-coréenne de la Corée du Sud et ses conséquences pour la stabilité de la péninsule.

Au niveau international, la Corée du Nord a toujours su intelligemment utiliser l'opposition entre grandes puissances afin de servir son intérêt national ; cela continue désormais avec l'utilisation de l'opposition croissante Chine/Etats-Unis. Si les sanctions internationales mises en place par les résolutions 1718

(2006) et 1874 (2009) du CSONU ont été utiles afin de limiter la prolifération en provenance de Corée du Nord, elles ont aussi forcé Pyongyang à se rapprocher de Pékin, diminuant d'autant notre influence. Les intervenants doutaient également de l'efficacité des Pourparlers à Six (6PT) dans la résolution de la question nucléaire nord-coréenne.

Le rôle de l'Union Européenne, enfin, est limité par notre éloignement et ce malgré nos intérêts économiques dans la région (l'Asie du Nord-est représente 27% du commerce extérieur de l'UE contre 23% pour l'Amérique du Nord), notre lutte contre la prolifération nucléaire et balistique ainsi que notre défense des droits de l'homme. L'Union Européenne a donc mis en place une stratégie d'engagement critique cherchant à développer notre relation avec la Corée du Nord sans transiger sur aucune ligne rouge. Cette politique a cependant montré ses limites et l'influence européenne semble décroissante.

Un compte-rendu exhaustif de l'intervention du Dr. Haksoon PAIK, un des experts les plus reconnus en Corée du Sud sur les questions nord-coréennes, est disponible sur le site web d'Asia Centre¹.

1. http://www.centreasia.eu/sites/default/files/publications/pdf/memo_transition_du_pouvoir_en_coree_du_nord_1.pdf

Ouvrage - FRIEDBERG Aaron, *A Contest for Supremacy: China, America, and the Struggle for Mastery in Asia*, W. W. Norton & Company, 2011, 384 pages.

Par Antoine Bondaz.

Aaron Friedberg, diplômé de Harvard, est professeur de politique et de relations internationales à l'université de Princeton et co-directeur du Centre d'études sur la sécurité internationale de la Woodrow Wilson School. Il est également chercheur senior non résident au German Marshall Fund of the United States et membre du Council

for Foreign Relations. Républicain, il fut *Deputy Assistant for National Security Affairs* et *Director of Policy Planning* auprès du Vice-Président Dick Cheney de 2001 à 2003.

L'intérêt pour la Chine du professeur Friedberg est relativement récent et remonte à 2001 lorsqu'il fut nommé à la chaire Henry Kissinger de la bibliothèque du Congrès américain afin notamment de mener des

recherches sur les conséquences de l'essor chinois sur les relations internationales. Il était auparavant surtout connu pour son excellent livre, *The Weary Titan: Britain and The Experience of Relative Decline (1895-1905)* qui a fait de lui un des leaders du courant néoréaliste classique. Il y analysait en effet la perception par les élites britanniques du déclin relatif de l'Empire au tournant du XX^e siècle dans ses aspects économique, financier, militaire et maritime.

Son nouvel ouvrage, fruit de dix années de recherche, s'est érigé en classique de la littérature des relations internationales sur la Chine. Il y analyse l'essor chinois et les conséquences pour les relations sino-américaines et l'équilibre régional en Asie de l'Est. Selon lui, la politique étrangère chinoise a changé, en 2008-2009, avec la crise financière et économique mondiale. Les dirigeants chinois, plus confiants dans les forces de leur pays, ont abandonné leur politique traditionnelle de profil bas afin de défendre de façon plus assurée leurs intérêts, remettant ainsi en question le leadership régional américain.

À l'inverse de l'Europe, les passions nationalistes, les différends territoriaux et les courses à l'armement en Asie sont une réalité et demeurent plus que jamais d'actualité, en témoigne la récente intensification du différent sino-japonais sur les îles Senkaku/Diaoyu. Aaron Friedberg ajoute à cela la perception chinoise d'une menace américaine pour la sécurité de leur pays. C'est ce point précis qui rend cet ouvrage unique et très intéressant car trop d'ouvrages américains sous-utilisent les sources chinoises, parlant de la Chine sans exposer réellement le point de vue chinois. L'auteur y remédie en s'appuyant sur l'important travail de ses assistants sinisants et utilise des sources chinoises variées comme les journaux académiques et la presse chinoise. Si l'on revient sur les relations sino-américaines, sept facteurs les influencent selon lui. Il s'agit de la réduction de l'écart de puissance nationale, la structure idéologique et politique interne des deux nations, l'interdépendance économique, l'évolution de la Chine vers un modèle démocratique libéral, l'intégration de la Chine dans un ensemble d'institutions internationales, l'existence de menaces communes (terrorisme, changement climatique...) et la possession

d'armes nucléaires. Pour l'auteur, l'évolution de la Chine vers un modèle démocratique libéral est le facteur décisif afin que les relations bilatérales deviennent stables et pacifiques. Il remet ainsi en question son étiquette de réaliste faisant du système politique d'un Etat un facteur clé dans l'étude des relations internationales.

Le livre de Friedberg qui reprend l'évolution des relations sino-américaines depuis la fin de la proclamation de la République Populaire de Chine en 1949 identifie trois périodes clés. Une période de *containment* (1949-1969) suivie de deux périodes d'alignement, la première correspondant à la normalisation progressive des relations (1969-1979) puis à l'alliance de circonstance contre l'ennemi soviétique prenant fin avec les événements de Tiananmen (1979-1989). L'auteur développe le concept de *conagement*, mêlant ainsi *containment* et *engagement* afin de qualifier la politique américaine depuis le début des années 1990. Ainsi, tout en continuant à développer les relations avec la Chine à travers le commerce et la diplomatie, les différents gouvernements américains ont cherché à contenir l'essor chinois en renforçant les capacités américaines en Asie de l'Est, les alliances militaires avec leurs alliés régionaux et en tentant de limiter la croissance de la puissance militaire chinoise notamment à travers le maintien d'un embargo (sujet de la thèse d'Hugo Meijer, membre du groupe des jeunes chercheurs Asie de l'IRSEM).

L'ouvrage d'Aaron Friedberg est donc idéal pour toute personne souhaitant mieux comprendre les relations sino-américaines depuis 1949 ou découvrir des points de vue chinois sur le système régional et la place de la Chine dans celui-ci. On aurait cependant aimé que ce livre aille encore plus loin dans l'analyse des perceptions chinoises de leur propre essor, basculant ainsi à 180 degrés la logique du travail que son auteur avait réalisé dans les années 1980 sur le déclin britannique au tournant du XX^e siècle.

Impressions de terrain - L'influence des universitaires en Corée du Sud.

Par Antoine Bondaz.

En 1392, la fondation de la dynastie Chosŏn (désormais Joseon) dans la péninsule coréenne marque un rapprochement culturel sans précédent avec l'empire chinois des Ming. Le royaume coréen adopte les pratiques confucianistes dont notamment le système sélectif des examens et une organisation gouvernementale en six ministères avec un Conseil d'État. La révolution néo-confucianiste place les lettrés confucianistes au cœur du système politique (au détriment des militaires) et ils influencent désormais fortement le pouvoir central. La Corée avait alors 10 fois plus de lettrés coréens par habitant que la Chine¹.

Six siècles plus tard, les universitaires gardent une place toute particulière au sein du pouvoir politique sud-coréen et ceci est un aspect remarquable. La Corée du Sud dispose tout d'abord d'un réseau impressionnant de centres de recherche généralement bien financés et très actifs. Les interactions entre pouvoir politique et monde académique sont ensuite nombreuses et beaucoup de ministres sud-coréens sont d'anciens universitaires. Pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, le directeur du Ilmin International Relations Institute de Korea University, le professeur de relations internationales Hyun IN-taek, a été ministre de l'unification de 2009 à 2011 et est désormais conseiller spécial du président Lee Myung-bak pour les questions de réunification.

La recherche coréenne est ainsi dynamique et nombreuses sont les conférences de haut niveau rassemblant officiels et universitaires. Chaque ministère possède un conseil consultatif composé d'une trentaine de professeurs et d'experts se réunissant fréquemment. Les candidats à l'élection présidentielle sont également entourés d'une cohorte de professeurs qui les soutiennent officiellement et médiatiquement, non seulement sur les questions économiques mais aussi internationales, sociétales et environnementales, leur apportant une vraie légitimité. Le système éducatif sud-coréen ultra-compétitif fait aussi

la part belle à trois universités (Seoul National University, Korea University et Yonsei University) dont les présidents ont un statut de quasi vice-ministres de l'éducation.

Le système sud-coréen apparaît ainsi comme idéal avec des spécialistes influençant massivement les politiques publiques. Cela soulève cependant de nombreuses questions. La nomination des directeurs de centre de recherche étant la plupart du temps politique, de nombreux universitaires de renom sont mis au placard en fonction des alternances politiques. L'objectivité d'un universitaire peut également être mise à mal par la nécessité de se positionner politiquement afin d'obtenir ou de conserver un poste. Enfin plus largement, cela pose la question de la nature du gouvernement dans une démocratie, une question qui se pose aussi, désormais, dans l'Europe en crise. Faut-il privilégier un gouvernement technique à l'image du gouvernement Monti en Italie ou un gouvernement politique plus à même de fluctuer en fonction de l'opinion publique ? La question de la place des universitaires au sein de la société et leur influence sur la politique nationale est donc posée, l'idéal apparaissant comme une recherche nationale dynamique et financée dans une logique non partisane au service de l'intérêt national.

1. WOODSIDE Alexander, *Lost modernities : China, Vietnam, Korean and the Hazards of World History*, Harvard University Press, 2006.

Les brèves et chiffres

Brèves, chiffres et actualités cachées reviennent sur les grands enjeux stratégiques en Asie à travers des faits précis. Ils visent à rappeler des événements cruciaux pour la région et parfois délaissés dans les médias traditionnels

Condamnée à la peine de mort avec sursis.

C'est le jugement rendu par la justice chinoise sur le cas Gu Kailai, femme de Bo Xilai, étoile montante puis déchu du Parti Communiste Chinois, dans l'affaire du meurtre du journaliste britannique Neil Heywood. Si cela souligne le problème récurrent de la corruption en Chine, cela éclaire également les luttes de pouvoir au sein du PCC ; Zhou Yongkang, membre du comité restreint du PCC et homme fort du système de sécurité chinois, ayant soutenu Bo Xilai jusqu'au dernier moment.

800 kilomètres

Il s'agit de la nouvelle portée autorisée des missiles sud-coréens à la suite de la révision de l'accord avec les Etats-Unis. Ceux-ci couvrent désormais l'intégralité du territoire nord-coréen et répondent officiellement à la menace balistique posée par Pyongyang et mise en avant par l'essai raté du 13 avril dernier.

Liaoning.

Liaoning et non Shi Lang, tel est le nom officiel du premier porte-avions chinois mis à l'eau il y a désormais plus d'un an. Acheté par la RPC en 1998 à la Russie (alors appelé *Varyag*) puis rénové dans le port de Dalian, ce premier porte-avions souligne les ambitions maritimes chinoises mais également leur limite, celui-ci n'étant pas opérationnel avant plusieurs années [*a priori* deux ans].

5,63 milliards de dollars.

Le commerce sino-nord-coréen a bondi en 2011 à près de 6 milliards de dollars et représente désormais près de 75% des échanges commerciaux nord-coréens. La Corée du Sud demeure le second partenaire de Pyongyang (1,71

milliards de dollars) malgré la politique plus coercitive du gouvernement de Lee Myung bak.

Le 9^e sommet Europe-Asie : que signifie politiquement le refus commun de la tentation protectionniste ?

Organisé les 5 et 6 novembre au Laos, le sommet a permis l'expression d'une affirmation unanime contre la tentation protectionniste. Dans le contexte actuel de difficultés financières de l'Europe, qui ne sont pas sans affecter les pays asiatiques, certains experts redoutaient que la réunion ne révèle un clivage profond sur les réponses à apporter. Cependant, l'étalage des divergences craint n'a pas eu lieu. Signe d'une interdépendance croissante entre les deux régions, les 49 dirigeants réunis à Vientiane ont affiché une solidarité intercontinentale jusqu'alors inédite, chacun ayant bien conscience des intérêts communs en jeu dans ce moment de crise. Pour l'Europe, la poursuite du développement des échanges avec l'Asie est essentielle pour soutenir sa croissance, mais l'inverse est également vrai. Toutefois, au-delà du consensus sur le protectionnisme, les États asiatiques ont convenu de poursuivre leurs efforts afin d'établir une concurrence plus juste avec leurs homologues européens à la condition que ceux-ci mettent en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour rétablir leurs économies, la réciprocité (au sens large) semblant dorénavant marquer les relations entre les deux continents. Au final, les participants du sommet ont tenté de se montrer rassurants sur l'issue de la présente séquence, dont les conséquences en termes de rééquilibrage des rapports entre l'Europe et l'Asie sont déjà perceptibles.

Les publications des jeunes chercheurs

BONDAZ Antoine, « La Corée du Nord prête au changement? », *Armées d'aujourd'hui*, MINDEF, octobre 2012.

BONDAZ Antoine, "Failure to launch: the North Korean satellite test and China's influence on the Korean peninsula", *China Analysis*, ECFR, septembre 2012.

BONDAZ Antoine, « La transition du pouvoir en Corée du Nord et le nouveau leadership de Kim Jong Eun », *Extraits de conférence*, Asia Centre, septembre 2012.

BONDAZ Antoine, *Dynamiques sino-nord-coréennes depuis la mort de Kim Jong-il*, Observatoire Chine, Délégation aux Affaires Stratégiques, MINDEF, août 2012.

BONDAZ Antoine, « Chine - Allemagne, un axe bénéfique », *China Analysis*, N° 38, Asia Centre, juillet 2012.

MEIJER Hugo, 'The Obama Administration Export Control Reform Effort', Lettre de l'IRSEM ? Dossier stratégique: État des lieux du marché et de l'industrie de défense mondiale, N° 5, juin 2012.

PUPPATTI Frédéric, « Perceptions et interprétations de l'émergence chinoise depuis la Guerre Froide : vers une approche chinoise des relations internationales ? », *Perspectives Internationales*, N° 2, avril-septembre 2012, p. 55-69, disponible sur <http://perspectivesinternationales.files.wordpress.com/2011/10/perceptions-interprétation-c3a9mergence-chinoise-pi2.pdf>

PUPPATTI Frédéric, « La sanctuarisation des corridors stratégiques vue de Chine : le cas de la région du Grand Mékong », *Fiches de l'IRSEM*, 7 pages, à paraître.